Le ciel continue de s'assombrir au-dessus du Burundi

@rib News, 03/12/2013 Burundi : Les ingrédients d'une ratatouille politique Point de vue de La Rédaction Les signaux ne sont pas bons. Le ciel n'est pas clair. L'orage est même prévisible. Si du moins l'on s'en tient aux derniers développements. Premier signal : Le parachutage de Bernard Busokoza à la 1^{ère} Vice-présidence de la République. Tout le monde y a vu que du feu. Y compris notre auguste Assemblée nationale. Même le parti UPRONA dont il est issu s'interroge toujours. Certains de ses membres du moins. L'ombre de Nduwayo Antoine a en tout cas traversé certains esprits et non sans frayeur.

Deuxième signal : une Constitution soumise à une dure épreuve. Faut-il la changer et quel niveau de changement qui ne mette en cause l'esprit et la lettre de l'Accord d'Arusha ? Ce dernier est-il et devrait-il rester éternellement tel qu'il faudra-il le changer pour l'adapter à de nouvelles données si nouvelles données il y a ? Qui a l'initiative de ces changements ? Gouvernement, Parlement, partis politiques et organisations de la société civile ou tous à la fois ? Autant de questions qui sont loin de faire l'unanimité au sein des acteurs politiques. Le premier Vice-président a tenté une réponse vite contredite par son porte-parole, ajoutant ainsi la confusion à la confusion. Les partis de l'opposition promettent une manifestation si dans une semaine elle n'a pas l'assurance qu'un nouveau cadre, autre que l'Assemblée nationale, est créée pour la retouche de la Constitution. Elle affiche l'assurance qu'elle sera entendue non seulement ses militants, mais de tous les Burundais, question de ratisser large. D'autant plus, dit-elle, que les manifestations sont une des expressions d'une vie démocratique d'une Nation, le Burundi ne pouvant donc faire exception. Le président n'a aucun autre cadre légal qui est prévu pour amender la Constitution en dehors du Gouvernement et de l'Assemblée nationale. Il persiste et signe. Il se dit pourtant prêt à recevoir toute proposition, quelle qu'elle vienne qu'elle passe par l'Assemblée nationale. Les manifestants eux sont déjà pris pour des fauteurs de troubles. L'Assemblée donc l'est. Sa démission promet d'être compliquée. Une crise est même prévisible si le bras de fer se poursuit à cette allure. Le retour à 1994-95 qui a engendré Kigobe et Kajaga ? Pas exactement cela. Les deux crises ne sont pas de même nature. Mais des ressemblances sur certains aspects existent. Certains milieux ne sont pas trompés. La double crise à l'Université du Burundi est peut-être pas étrangère à cette inquiétante situation. Notre illustre toujours pris les devants de la scène de certaines crises. Pas pour le meilleurs malheureusement. Ruhororo doit faire réfléchir. Ces placards, si prêts à s'auto-victimiser, jusqu'à faire oublier leurs victimes inquiètent plus avec ses thèses mensongères sur un prétendu génocide refait surface, les jeunes des partis politiques sont actifs. Les imbonerakure sont menaçants, l'EAC, pour des raisons sordides, menace d'annulation et même. Même Survit-Ba avec son site de tous les dangers, vient de renaître de ses cendres. Autant de signes d'un 2015 ne promettant pas des lendemains qui chantent. Qui en tirera profit ? A tout en chacun, une réflexion sans faux-fuyant et sans fanfaronnade s'impose. La Rédaction.